Cahiers Congolais de Sociologie - N° 39 - Décembre 2018

La mobilité économique Nord-Sud. Migrations européennes vers la province du Katanga en RDC

MOBILITE ECONOMIQUE NORD-SUD. MIGRATIONS EUROPEENNES VERS LA PROVINCE DU KATANGA EN RDC

Par LISENGA BOLILA

Introduction « Selon le rapport conjoint 2013 de la Direction générale des migrations de la République démocratique du Congo (section provinciale du Katanga) et de la Division provinciale de la Police des étrangers, la province du Katanga a accueilli au cours de l'année 2013, plus de 833 immigrants d'origine européenne qui se sont installés et dont les ¾ travaillent dans le secteur minier (….) » Depuis la Conférence de Berlin qui a abouti au partage de l'Afrique en 1885, la RDC, de par l'importance de la position géostratégique qu'elle occupe et des multiples ressources minières (cuivre, cobalt, coltan ou colombo tantalite, cobalt, diamant, cassitérite, or, …) dont elle regorge, a toujours constitué un point d'attraction de nombreux migrants étrangers. Ses différentes provinces qui constituent des véritables « réservoirs » de richesses naturelles, accueillent régulièrement des vagues migratoires des populations en provenance de différents continents souvent, avec le seul objectif de s'installer et de se livrer à leur exploitation. Ainsi, la majeure partie des provinces de l'Est du pays, truffées des matières premières de toute sorte, fait face à la montée du phénomène migratoire qui, tout en s'imposant comme une logique dominante, donne naissance à l'avènement des migrants étrangers « Far West ». Poussés par des motivations essentiellement d'ordre économique, ces derniers agissent souvent en réseau de contrebandiers et de « marchands » de conflits armés dans les zones minières pour s'assurer une exploitation illicite des minerais. Jacquemot (2009) note à juste titre que : « Les ressources naturelles des provinces de la RDC alimentent la convoitise de certaines puissances étrangères et ne sont pas étrangères à la violence que l'on impose à sa population. L'exportation des minerais extraits accroît en général le risque de guerre dans les zones concernées, car elle permet le financement des groupes rebelles, engendre la corruption de l'administration, réveille le sentiment sécessionniste et fragilise la population autochtone». Considérée comme le principal pôle d'attraction minière du pays à cause de ses réserves importantes en cuivre et en cobalt, la province du Katanga est la plus convoitée par les migrants étrangers en général et les Européens en particulier. Depuis la période coloniale à ce jour, hormis quelques moments d'hésitations suscitées par certains événements qui ont généré l'instabilité sociopolitique sur l'ensemble du pays, notamment les rebellions, la sécession katangaise, celle du Sud Kasaï, les épurations ethniques des Baluba à Luluabourg (l'actuelle ville de Kananga) et des Kasaiens au Katanga), etc., la mobilité des Européens dans cette province est restée constante voire croissante. Cette dernière a même atteint son paroxysme au point d'inféoder l'élite locale qui, se complaisant d'une gratification psychologique due à la présence européenne importante dans la province, se livre à des velléités politiques qui ont fait basculer la province, dès les premières heures de l'indépendance, dans une sécession visiblement soutenue par la Belgique, ancienne puissance coloniale (CHOME, J., 1966). Aujourd'hui encore, la majeure partie de ces immigrants européens installés au Katanga évolue dans le secteur minier ainsi que dans d'autres secteurs économiques qui leur permettent de se faire rapidement fortune (RUBBERS, B., 2009). Certains, comme promoteurs formels ou associés au sein de « Mining entreprises » qui foisonnent dans la province, et d'autres, comme des « businessmen»

privés, mais qui bénéficient de la couverture d'un réseau informel d'affaires chapeauté par certaines notabilités politiques locales et nationales. D'une puissance économique avérée, démographiquement, ils représentent environs 6,8% de l'ensemble de la population migrante, après les migrants angolais dont la proportion a atteint environ 90% (KANKU MUKENGESHAYI, 2007). Cependant, en dépit de cette disproportion remarquable entre la taille démographique et le volume du capital économique et social détenu, ces immigrants européens participent licitement, au même titre que tous les autres « businessmen » établis dans la région, à une construction sociale d'illégalité et tirent à cet effet tous les bénéfices liés à la faiblesse de l'État congolais. Ainsi, ils développent un important réseau d'exploitation et d'exportation illicite des minerais entre le Katanga et certains pays frontaliers (la Zambie, l'Angola, la Tanzanie…) et se font exempter de certaines taxes à travers des circuits fiscaux mafieux. Dans son discours à la notabilité provinciale du Katanga en décembre 2014, Joseph Kabila a stigmatisé à juste titre, le développement d'un vaste réseau mafieux d'exportation des minerais tenu par les étrangers dans cette province, en complicité avec les autorités politico-administratives locales. Cette situation qui constitue une illustration éloquente de la mobilité économique Nord-Sud axée sur l'exploitation minière et le business, est analysée dans cette réflexion sous trois dimensions. Au départ, nous faisons un bref aperçu géologique et sociohistorique de la province du Katanga. Ensuite, nous décrivons l'évolution de la mobilité européenne au Katanga dans son historicité et son actualité. Enfin, nous construisons une typologie des secteurs d'activités qui intéressent les immigrants européens, installés au Katanga, en RD Congo. La socio géologie du Katanga La sémantique du terme « socio géologie » utilisée dans cette réflexion, renvoie à un décryptage et/ou à une présentation analytique de quelques données géologiques, socio-historiques, anthropologiques et géographiques susceptibles d'aider à la meilleure connaissance du Katanga, notre champ d'investigation. Aperçu géologique du Katanga Le portrait géologique de la province du Katanga permet aux lecteurs de comprendre le sens de la mobilité Nord-Sud en direction de cet espace vital de la RD Congo. En effet, située au Sud-Est du pays, la province du Katanga est un vaste plateau de 496.877 km2 qui s'étend sur une importante strate géologique cuprifère. Elle est considérée comme la province la plus riche de la RD Congo à cause du cuivre qui occupe le premier rang parmi la panoplie des minerais exploités localement. Son sol et son sous-sol recèlent une variété immense des gisements miniers qui font d'elle un véritable scandale géologique à l'échelle africaine voire mondiale (CORNET, J., 1899). Elle regorge notamment, le cuivre et ses métaux associés tels que le cobalt, le zinc et le plomb ; de nombreux autres minerais comme l'or, l'argent, le platine, le cadmium, le germanium, le rhénium, la cassitérite et ses minerais associés notamment, le colombo-tantalite (coltan). Dans le Sud Ouest, à la frontière avec la République d'Angola, on trouve le manganèse ; dans les localités de Luena et Lukunga, à l'Ouest du Lac Tanganyika, le charbon ; dans la localité de Shinkolobwe, l'uranium associé au nickel ; et enfin, sur l'ensemble de la province, on trouve une vaste couche des calcaires disséminée. Portrait sociohistorique construit autour des ressources minières Le portrait géologique riche et mirobolant du Katanga lui confère l'imaginaire d'un Eldorado qu'il faut conquérir à tout prix. Ainsi, cette représentation sociale qui touche aussi bien à son évolution diachronique que synchronique fait d'elle un centre d'enjeux économiques multiples depuis plusieurs décennies. D'où, la présence remarquable des migrants étrangers en quête des ressources minières. Rappelons que bien avant l'avènement de la colonisation belge au Congo, durant la seconde moitié du XVIIème

siècle, cet espace faisait partie du royaume Lunda de Kazembe, sur le fleuve Luapula. Sa position de zone tampon et ses nombreuses richesses, l'exposent aux razzias de ses voisins, notamment les royaumes Luba et Lunda de Mwant Yav. Il devient ainsi, la zone de pillage pour les différents « royaumes de savanes » qui y viennent pour s'approvisionner en cuivre, en ivoire, en sel et en esclaves. M'Siri, puissant esclavagiste de l'Unyamwezi, s'installe en 1854 avec l'objectif de s'approvisionner à la source et de contourner l'autorité de Kazembe (LEGROS, H., 1994). Il fonde le royaume Yeke. Puissant roi, il utilise avec ses sujets, le cuivre comme symbole des richesses du royaume. Les croisettes en cuivre, précieusement gardées par « les mangeurs » de cuivre, servaient de monnaie d'échange. Son assassinat en 1891 dans une expédition dirigée par William Grant Stairs, un envoyé du roi Léopold II, marquera la fin du royaume Yeke et le début de la première phase de la colonisation du Katanga, sous l'égide du roi Léopold II (VELLUT, J.-L., 1972). Peu avant sa mort, ce dernier « cède », à travers un testament, le Congo, son « domaine privé », à l'État Belge qui en prendra sans attendre la relève. Mais, l'exploration et l'exploitation des ressources minières du Katanga ne sont pas en ordre des priorités, car la région est située en dehors de la zone du caoutchouc. Il fallait attendre quelques années plus tard pour voir le Katanga intégrer l'agenda du nouveau maitre qui, fera recours à une main d'œuvre congolaise en provenance du Nord de cette province et des provinces du Kasaï. Il importera également la main-d'œuvre des pays voisins comme le Rwanda, le Burundi, etc. pour démarrer une exploitation à grande échelle. L'Union Minière du Haut Katanga (UMHK), la grande firme minière de la région créée en 1906 grâce à une association des capitaux belges et anglais, démarre sa production de cuivre en 1911. Elle produit le cobalt en 1920, suivi l'année suivante de l'uranium. Ce dernier exploité en quantité importante dans la mine de Shinkolobwe, servira à la fabrication de deux bombes atomiques utilisées par les États-Unis pour bombarder les villes d'Hiroshima et de Nagasaki au Japon, lors de la Seconde guerre mondiale. Pour soutenir l'activité minière en plein essor dans la région, la Belgique s'investit, quelques années plus tard, dans l'installation de nouveaux sites miniers et dans la création de quelques entreprises aux alentours de grandes villes du Sud. La Compagnie Nationale des Chemins de fer du Congo (SNCC) est créée à Élisabethville (actuelle Lubumbashi), avec la mission première d'évacuer vers l'océan (dans le Bas-Congo) les stocks de cuivres et autres minerais destinés à l'exportation. Le groupe Forrest est également créé à la même période. Pendant trente années environ, les infrastructures mises en place par le pouvoir colonial sont considérables en termes d'investissement industriel capable de permettre une exploitation à grande échelle des minerais, mais sans toutefois réussir l'inféodation de la main-d'œuvre locale. Ainsi, en 1941, une vague des licenciements d'ouvriers congolais à l'UMHK qui coïncida avec la frilosité déjà créée par l'opération effort de guerre imposée à toute la population active de la colonie, conduit à une grève fortement réprimée, puis à des morts dans les rangs des ouvriers. En 1948, éclate une révolte des travailleurs « indigènes » qui protestent contre l'importation de la main d'œuvre étrangère par l'entreprise. En dépit de ces effervescences des ouvriers indigènes, le Katanga reste le coin le plus convoité par les Européens ainsi que d'autres populations allogènes durant la période coloniale. B. Fetter (1979) souligne « qu'après l'érection de l'usine minière de Lubumbashi et l'arrivée du rail de Broken Hill en 1910, la population européenne à Élisabethville gonfle très vite avec l'afflux de migrants en provenance de l'Afrique australe, passant en un an de 360 à 1029 habitants ». Lors de l'accession du pays à l'indépendance en 1960, sous l'impulsion des milieux d'affaires pro-occidentaux qui nourrissaient l'idée

de soustraire cet Eldorado minier du reste du Congo, son gouverneur Moise Tshombe tenta une sécession qui, trois années plus tard, se solda par un échec cuisant et un bain de sang. Quelques années plus tard, en 1965, la province est rebaptisée Shaba (qui signifie cuivre en swahili) par le président Mobutu qui inaugure son avènement au pouvoir par une forte tendance à la nationalisation des entreprises publiques et des cadres. L'UMHK rebaptisée Générale des carrières des mines (Gécamines), conserve son pouvoir de séduction ou mieux, d'attraction de migrants européens et autres allogènes à travers une main d'œuvre qualifiée, quoique réduite, qui décide de rester pour poursuivre sa carrière au Shaba, en dépit de la succession de certains événements à caractère xénophobe, notamment les deux guerres de Moba, les épurations ethniques de 1991, etc. Par ailleurs, l'avènement au pouvoir des présidents Laurent Désiré Kabila et Joseph Kabila, successivement en 1997 et en 2001, coïncide avec la faillite totale de la Gécamines qui déjà, au début des années 1975, fonctionnait sous un rythme léthargique occasionné par l'effondrement du cours du cuivre et la rupture du chemin de fer du Bengwela vers l'Angola. Ainsi, après le passage éclair au pouvoir de son père qui n'engendra que la nostalgie d'un « héros » si tôt étouffé par l'Occident, pour pallier à cette profonde crise dans laquelle était plongée l'entreprise, sous l'impulsion de la Banque mondiale, le nouveau régime de J. Kabila promulgue un Code minier qui consacre la signature de nombreux contrats léonins entre l'État et les multinationales minières. Il en découle la vente en morceaux de plusieurs concessions minières de la Gécamines aux affairistes allogènes et nationaux. Cette situation inaugure l'ère d'un « libéralisme minier » ou mieux d'une « jungle minière » sui generis qui, visiblement, impactera l'évolution et la typologie des migrants allogènes dans la province. D'où l'avènement des migrants européens Far west. S'écartant de toute logique de la coopération diplomatique, la présence de ces derniers au Katanga en tant que territoire d'accueil n'obéit qu'à la logique d'une quête et d'une conquête hyper engagée des ressources minières pour un enrichissement rapide. Pierre Lumbi (2000), s'inspirant d'un cas similaire, à savoir la province minière du Kivu, souligne que : «ces immigrants Far west de l'Afrique se caractérisent par l'exercice des activités (minières) illégales dans une zone de non droit, de front pionnier riche en ressources minières, longtemps lieu par excellence de l'accumulation privée et rapide de richesses et de produits de la contrebande à destination et au départ de l'ancien Zaïre». Autrement dit, l'exploitation minière et le business passent pour le principal mobile d'immigration de ces Européens qui agissent souvent dans un réseau hétéroclite composé de ressortissants de plusieurs nationalités, notamment des Sud Africains, des Zimbabwéens, des Chinois, des Coréens, des Canadiens, des Américains, etc. (BWAKYANAKAZI, C., 1984) . Mobilité européenne au Katanga : historicité et actualité Mobilité européenne au Katanga sous l'ère coloniale La mobilité européenne vers la province du Katanga est un phénomène qui tire ses origines dans l'ère coloniale, avec l'intérêt particulier manifesté par le colonisateur belge envers cette partie du Congo, considérée comme la plus riche en ressources minières. Ainsi, dès le début de l'entreprise coloniale, l'évolution ou le rythme migratoire des populations européennes dans cette partie de la colonie était concomitante à la courbe ascendante ou descendante de la production du cuivre à l'UMHK. Benjamin Rubbers (2009) souligne à ce propos qu'après l'érection de l'usine de Lubumbashi et l'arrivée du rail de Broken Hill en 1910, la population européenne à Élisabethville gonfle très vite avec l'afflux des migrants en provenance de l'Afrique australe, passant en un an de 360 à 1029 habitants. Mais cette progression est ensuite ralentie pendant dix ans, en raison de conditions économiques et sanitaires difficiles.

Il faut attendre la fin de la Première guerre mondiale et le développement des infrastructures industrielles et ferroviaires pour assister à une seconde vague de migration qui a vu voir l'agglomération grossir de 1476 habitants. Cette remarquable hausse est brutalement interrompue par la crise de 1930, qui amène les entreprises à licencier leur personnel expatrié en masse. La population européenne de la ville diminue de 30% pour atteindre 2838 individus (SOHIER, J., 1953). Mais après la reprise des activités minières dans la seconde moitié de la même décennie, on assiste à un redressement de la courbe démographique. Cette tendance à la croissance ne sera guère contrariée par la déclaration de la Seconde guerre mondiale, en dépit du fait qu'elle entrainant l'immobilisation des familles européennes sur place. Après 1945, la population européenne de la ville double à la faveur de la conjoncture économique favorable pour compter 13808 résidents, en 1960. Par ailleurs, en dépit de leur origine, ces migrants européens au Katanga, forment trois communautés distinctes : Rhodes et Alexandrie pour les Sépharades, le Dodécanèse et Chypres pour les Hellènes et les trois petits villages autour de Vercelli pour les Italiens (PASQUALE, D., 2000).
L'administration coloniale distingue quant à elle, quatre catégories socioprofessionnelles qui permettent de faire une stratification sociale parmi ces immigrants. Les Belges qui composaient l'essentiel de la classe des fonctionnaires de l'administration publique, les missionnaires, les agents de société et la catégorie des indépendants composée des agriculteurs et des éleveurs qui formaient une minorité parmi les colons. Au début de la colonisation, on observait un net déséquilibre de sexratio et des échelles des âges parmi ces migrants européens, car l'ensemble de ceux qui arrivaient au départ étaient des hommes célibataires en séjour temporaire et/ou qui ne se faisaient pas accompagner de leurs familles. Il fallait attendre quelques années plus tard pour voir l'équilibre s'installer progressivement avec l'arrivée des femmes et des enfants. Cette situation aura comme conséquence, l'augmentation du taux de croissance de la population européenne due à une accélération du rythme d'arrivée de ceux-ci dans la colonie. Cependant, ce rythme sera rompu ou mieux, connaitra une régression avec certaines tensions sociales qui ont accompagné l'indépendance voire après l'indépendance, notamment les abus multiples du régime Mobutu, la zaïrianisation des entreprises étrangères et les pillages des villes par les forces armées dans les années 1990,1991, etc. Comme on peut s'en rendre compte, l'évolution des migrants européens vers le Katanga sous la période coloniale reste fonction du rythme de production (croissance et décroissance) minière à l'UMHK. Cette corrélation étroite entre ces deux facteurs qui s'influencent mutuellement, explique jusqu'à ce jour le rôle déterminant de la production minière dans la configuration démographique des populations allogènes en général et des Européens en particulier dans cette province. Mobilité européenne au Katanga sous l'ère postcoloniale Il est évident que le rythme de la production minière à l'UMHK constitue l'un des facteurs déterminants susceptibles d'expliquer les fluctuations démographiques des migrants européens au Katanga durant la période coloniale. Mais, aux premières années de l'accession du Congo à l'indépendance, certains événements, notamment les revendications violentes qui ont accompagné l'indépendance en 1960, la sécession katangaise ainsi que les troubles relatifs aux changements de régimes politiques, etc. ont largement contribué à la régression voire à l'arrêt du rythme de croissance de ces migrants. Aujourd'hui, après la léthargie de la Gécamines au début des années 1981, puis sa liquidation complète couronnée par le bradage tacite de ses concessions minières aux affairistes de tout bord, on assiste à la disparition des fonctionnaires et coopérants européens majoritaires à l'ère coloniale, et à l'avènement

des migrants européens indépendants qui, en dépit de leur minorité démographique par rapport à la panoplie d'immigrants asiatiques (Chinois, Coréens, Libanais…), conservent leur influence économique dans la province. Évoluant dans plusieurs secteurs d'activités, le secteur minier constitue le principal secteur qui intéresse la majeure partie de ces migrants, si pas tous. Il passe pour un trait d'union de tous, car voulant profiter des multiples faveurs qu'offrent cette province eldorado, la plupart canalise les revenus vers l'achat des minerais pour une revente, soit au pays d'origine, soit dans d'autres pays étrangers. D'où, la prolifération des réseaux illicites d'exploitation, d'achat, de vente et revente des minerais. Cette perception s'érige en logique dominante au point de forger aussi bien la posture que la caricature du migrant européen qui débarque actuellement au Katanga. Contrairement à l'ère coloniale, c'est le portrait du migrant « Far west » dont les mobiles économiques, notamment l'exploitation des minerais reste l'objectif primordial de l'immigration. Ainsi, peu importe le secteur d'activité dans lequel on évolue, on finit par basculer directement ou indirectement dans le secteur minier. La profession officielle ne sert que de tremplin ou de l'identité de camouflage à la frontière ou lors de certains contrôles organisés par les services locaux d'immigration. Ces derniers, conscients de l'existence d'un vaste réseau mafieux, facilite en toute complicité l'existence de la contrebande à travers leurs agents qui en deviennent des acteurs importants. D'où, une construction sociale de l'illégalité qui s'installe et qui s'entretient. Par ailleurs, ce nouveau portrait migratoire concourt à l'installation d'une hétérogénéité parmi les migrants européens et à une tendance à la « débelgisation » de l'ensemble de la communauté blanche. On peut ainsi compter, contrairement à la période coloniale, des sujets européens non belges et qui évoluent dans plusieurs secteurs d'activités. Néanmoins, comme l'affirme Rubbers (2009), le groupe belge demeure majoritaire en termes absolus. Cette tendance dominante est perceptible même dans les données démographiques les plus récentes, notamment les statistiques des années 2011, 2012 et 2013 que nous reprenons, à titre indicatif, au point suivant. Typologie des secteurs d'activités des immigrants européens au Katanga Les statistiques des immigrants européens au Katanga suivant leurs secteurs d'activités, attestent leur camouflage par rapport aux types d'activités qu'ils exercent réellement, notamment celui de minier. L'analyse des données collectées lors de nos enquêtes à la Direction de la police des étrangers de la province et présentées dans les tableaux ci-dessous, confirme cette évidence. Statistiques des immigrants européens au Katanga par secteurs d'activités Les statistiques fournies par la Direction de la police des étrangers de la province du Katanga pour les années 2011, 2012 et 2013 rendent compte des effectifs des immigrants européens au Katanga par secteurs d'activités voire par pays d'origine.

2011 des migrants européens au Katanga par pays d'activités

Allemagne 01 02 06 01 06 02 02

Belgique 14 20 13 07 46 33 05 40 05 65 41 23 88 400

Bulgarie

Grande Bretagne

Croatie

Espagne

France 04 30 5

Grèce

Hollande

Irlande

Italie 01 03

Nouvelle Zélande

Portugal

Pologne

Slovaquie

Suisse 01

Tchéquie

Total 21 71 34 38 138 46 14 75 05 65 43 30 194 774

Totalgénéral 774

Source : Division de la Police des Étrangers, DGM/Katanga (2011) 2012 des migrants européens au Katanga par pays d'activités

Allemagne 01 02 06 01 06 02 02

Belgique 14 20 13 07 46 33 05 40 05 65 41 23 80 392

Bulgarie

Grande Bretagne

Croatie

Espagne

France 04 30 5

Grèce

Hollande

Irlande

Italie 01 03

Nouvelle Zélande

Portugal

Pologne

Slovaquie

Suisse 01

Tchéquie

Total 21 71 34 38 138 46 14 76 05 65 43 30 175 700

Totalgénéral 700

Source : Division de la Police des Étrangers, DGM/Katanga (2012) 2013 des migrants européens au Katanga par pays d'activités

Source : Division de la Police des Étrangers, DGM/Katanga (2013) Camouflage des immigrants européens au Katanga Du premier tableau, il se dégage qu'au cours de l'année 2011, la province du Katanga a accueilli 774 migrants européens issus de 18 nationalités différentes et engagés dans 14 secteurs d'activités.

Les effectifs globaux par secteurs d'activités indiquent qu'il y a 21 migrants européens dans le secteur des investissements non autrement identifiés, 71 dans le commerce général, 34 dans les mines, 38 dans les ONG, 138 employés, 46 missionnaires, 11 épouses étrangères, 75 experts consultants, 5 diplomates belges, 65 étudiants belges, 43 ménagères dont 41 de nationalité belge, 30 mineurs dont 23 Belges, et 231 touristes de diverses nationalités. Il s'observe quelques tendances démographiques dominantes, notamment pour les migrants d'origine belge dont le nombre total s'élève à 400, suivi de 98 migrants d'origine française, 81 d'origine grecque, 37 d'origine allemande et de 37 Britanniques. De nombreuses raisons expliquent cette suprématie démographique des migrants d'origine belge, mais les plus déterminantes sont notamment les attaches dues à un passé colonial à la fois nostalgique et mirobolant suscitant un flux retour des migrants comme touristes, résidents temporaires ou permanents. La profonde connaissance de la cartographie minière de la région ainsi que les nombreux capitaux investis par la Belgique dans l'Union minière du Haut Katanga de la première année de sa création en 1906 à son apogée sous l'ère coloniale voire quelques années plus tard, ont toujours constitué des facteurs d'attraction des citoyens belges dans cette province. Il sied de noter qu'il y a deux colonnes relatives au secteur des mines qui donnent un total de 64 migrants sur les 774. À priori, on pourrait penser que ce secteur n'est pas l'axe essentiel des migrants. Cependant, l'absence de précisions quant aux secteurs d'investissement, d'emploi, de commerce général, d'expertise voire du tourisme, nous pousse à penser que de nombreux migrants intéressés par les mines s'y sont camouflés. Les statistiques de l'année 2012 indiquent que la situation n'a pas essentiellement

varié. Par contre, les chiffres de l'année 2013 dévoilent une forte augmentation des effectifs des immigrants européens au Katanga, avec une grande proportion des « touristes » belges. Ce qui confirme que cette province continue à être l'Eldorado des immigrants européens. En outre, il découle de ce qui précède que l'imprécision des secteurs d'activités susmentionnée est de nature à attester le camouflage des immigrants dans le secteur minier, avec la complicité des services officiels locaux. Notons en définitive qu'en RD Congo, il est difficile voire impossible d'avoir accès aux informations relatives aux investissements et aux mouvements des capitaux avec l'étranger, d'autant plus que ces données sont souvent considérées comme confidentielles. Bien plus, il existe d'énormes mécanismes frauduleux de sortie et d'entrée des fonds. D'où, notre difficulté à retracer le circuit d'investissement et de réinvestissement des capitaux détenus par ces immigrants européens. Conclusion Le Katanga colonial était un État dans un État. Des voyageurs, colons, coopérants, expatriés, résidents... européens s'y sont rendus dans le cadre des mobilités missionnées par des institutions, principalement dans le cadre de la trilogie coloniale, État-Église-Capital. Ces mobilités étaient justifiées comme nécessaires à l'œuvre coloniale qui se disait « civilisatrice », alors qu'elle était essentiellement non philanthropique, parce qu'orientée vers l'exploitation minière qui a fait du Katanga le nouvel Eldorado. À l'époque déjà, de nombreux Européens se bousculaient pour se rendre au Katanga, dans la perspective de trouver de l'emploi dans l'industrie minière monopolisée par la Générale des Carrières et des Mines (Gécamines). Il y avait déjà une migration de type économique parce que face au chômage qui frappait déjà certaines villes européennes, de nombreux miniers ont pris le risque d'aller vers l'inconnu, à la recherche de l'emploi, de la revalorisation sociale, du profit. Comme nous venons de le dire, ces migrations étaient en quelque sorte, protégées par les institutions de départ comme d'arrivée. Récemment, cette recherche d'emploi, des profits économiques et de revalorisation sociale, s'est intensifiée du fait de la reprise des activités minières, due à la privatisation du secteur minier, après l'effondrement de la géante Gécamines qui a vu partir du Katanga, des milliers d'Européens. En somme, force est de noter qu'à la différence des premières migrations qui étaient missionnées et protégées, celles actuelles qui se sont du reste intensifiées, sont, au-delà de cette dimension, l'œuvre des Far west, des gens venus prendre leurs risques dans les affaires, principalement minières, qu'elles soient formelles ou informelles, et ces migrations s'inscrivent bien dans la dynamique de la mobilité économique Nord-Sud. Bibliographie « Essor du Congo » du 28 juillet 1956. AGBADA, M, et al., 2013. A la recherche d'opportunités : Migrations professionnelles Sud-Sud depuis la République Démocratique du Congo, Observatoire ACP sur les migrations, Bruxelles-Belgique. CHOME, J., Moise Tshiombe et l'escroquerie Katangaise, Editions de la fondation JOS Jacquemotte (ASBL), Bruxelles. De BOECK, F., 1999. « Domesticating diamond and dollars: Identity, expenditure and sharing in southwestern Zaire (1984-1998)", in B. Meyer et GESCHIÈRE, P. (Eds), Globalization and identity: Dialectics of flow and closure, Blackwell Publishers, Oxford. FETTER, B., 1976. «The creation of Elisabethville (1910-1940) », Stananford, Hoover Institution Press, GIORDANO, R., 2008. Belges et Italiens du Congo-Kinshasa. Récits de vie avant et après l'indépendance, L'Harmattan, Paris. JACQUEMOT, P., 2009. « Ressources minérales, armes et violences dans le Kivu (RDC) », Revue Hérodote, N°134,03/39. LEGROS, H., 1994. Chasseurs d'ivoire. Histoire du royaume yeke (shaba, zaïre) des origindes à 1891, Thèse de doctorat, Université Libre de Bruxelles. LUMBI, P., 2000. « Guerres en RDC : enjeux économiques et intérêts et acteurs », Observatoire Gouvernance-Transparence, Kinshasa,

OGT, 10 Avril. RUBBERS, B., 2009, Faire fortune en Afrique. Anthropologie des derniers colons du Katanga, Ed. Karthala, Paris. SOHIER, J., 1953. Quelques traits de la physionomie de la population européenne d'Elisabethville, Institut royal colonial, mémoire in -8°, tome29, fasc.4. VELLUT, J.L., 1972. « Notes sur les Lunda et la frontière luso-africaine (1700-1900) », Etudes d'histoire africaine, III. VWAKYANAKAZI, M., 1984. « Import and export in second economy in Nord Kivu», in J. Mac Gaffey(ed), The real Economy of Zaire. Contribution of Smuggling and Other Unofficial Activities to National Wealth, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 1991 ; T.M. Callaghy, The State-Society Struggle : Zaire in Comparative Perspective, New York, Columbia University.